

Résolution du Bureau Politique du S. W. P. (Etats-Unis)

Le Parti Communiste Internationaliste de France avait d'abord pris une position selon laquelle le P.C.I. préconisait le boycott du referendum sur le projet de Constitution qui « sanctifiait l'exploitation capitaliste ».

Le 23 avril, le Comité central du P.C.I. renversa à une faible majorité la position précédemment prise et appela les ouvriers à voter « Oui » au referendum.

A notre avis, cette position est fautive. Il n'est pas permis, du point de vue principal, à un parti socialiste révolutionnaire de soutenir, ou de demander à la classe ouvrière de soutenir, quelque Constitution que ce soit qui repose sur la propriété privée des moyens de production. La propriété privée capitaliste, ainsi que

l'Etat national qui repose sur ses fondements, est la source principale de tous les maux dont souffrent les masses en France: la guerre, la perte des libertés, le chômage, la vie chère, etc. L'abolition du capitalisme est la prémisses nécessaire pour déraciner ces maux et frayer la voie au progrès social, économique et politique en France.

Au moment même où les impérialismes anglo-américains et leur satellite français sont en train de préparer la troisième guerre mondiale, la Constitution proposée maintient le militarisme capitaliste et sanctifie à l'avance un nouveau et catastrophique bain de sang provoqué par la classe dominante.

Au moment même où les populations d'Indochine combattent héroïquement pour secouer le joug de la

domination française et où les meilleurs combattants pour la liberté de l'Algérie sont assassinés et emprisonnés par les fonctionnaires coloniaux, cette Constitution prend position pour le maintien de la domination de l'impérialisme français sur toutes ses colonies opprimées.

Le texte de cette Constitution, rédigé et adopté par le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français, qui sont en majorité à l'Assemblée Constituante, continue la politique de trahison et de collaboration grâce à laquelle ces partis ont conduit la classe ouvrière française dans une impasse.

Pour ces raisons, nous pensons que les trotskystes de France devraient s'opposer sans équivoque à cette Constitution capitaliste et à toute nouvelle version du même genre.
